



SOUS-PREFECTURE DE GRASSE

Direction de la Réglementation
Bureau des associations
3 Avenue du Général de Gaulle
06130 GRASSE
04 92 42 32 87

Le numéro W061001784
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W061001784

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Grasse

donne récépissé à **Madame, Monsieur les Co-Présidents**
d'une déclaration en date du : **09 juillet 2010**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE PREFIGURATION DU PARC NATUREL REGIONAL DES PREALPES D' AZUR

dont le siège social est situé : 2 avenue Gaston de Fontmichel
06460 Saint-Vallier-de-Thiey

Décision prise le : **23 juin 2010**

Pièces fournies : Statuts
Liste dirigeants
Procès verbal

Grasse, le 19 juillet 2010

POUR LE SOUS-PREFET
DU BUREAU
DE CREATION

Elizabeth BARKA

Loi du 1 juillet 1901 article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901 article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901 article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 76-17 du 6 janvier 1976 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.